

La deuxième mort de José Peirats

À propos d'un prologue, La deuxième mort de José Peirats... ou comment Enric Ucelay-Da Cal, éminent représentant de l'Alma Mater, invente, en préfaçant les *Mémoires* de José Peirats, une nouvelle méthode d'exécution intellectuelle: la disqualification *post mortem* (À *Contretemps*, n° 38, septembre 2010).



JOSÉ PEIRATS (1908-1989), qui fut briquetier et journaliste ouvrier avant de devenir l'un des meilleurs spécialistes de l'anarchisme espagnol, a souvent été cité dans les colonnes d'À *contretemps*, et ce pour au moins deux raisons. La première, c'est que, pendant les années 1930, son existence militante le plaça, en tant que rédacteur de *Solidaridad Obrera*, au cœur d'une « gymnastique révolutionnaire » qui devait déboucher, en juillet 1936, sur un processus révolutionnaire d'ampleur inégalée. Cette révolution, qui continue d'alimenter, mais aussi de questionner l'imaginaire libertaire, Peirats la vit lever, puis, prisonnière d'une infernale logique de guerre, se déliter inexorablement. La seconde raison, c'est qu'il décida de s'en faire lui-même l'historien scrupuleux en produisant, dans les années 1950, un ouvrage critique de grande qualité analytique et documentaire – *La CNT en la Revolución española*¹ – dont la portée fut décisive pour l'époque. La rectitude sans faille dont il fit preuve quand la CNT dérogea, à divers moments de son histoire, aux principes fondamentaux qui la régissaient, et la rigueur intellectuelle avec laquelle il tenta de comprendre les causes de ces dévoiements font de Peirats l'un des personnages les plus singuliers, et sans doute l'un des plus dignes d'éloges, d'une génération militante aujourd'hui disparue.

Au vu de l'intérêt que nous portons à Peirats, l'annonce de la publication de ses *Mémoires* tenait évidemment de la bonne nouvelle, et ce d'autant que nous étions quelques-uns à attendre cette édition depuis longtemps. Écrit pour l'essentiel en 1974 et 1975, ce long texte autobiographique de quelque 1 300 pages dactylographiées se heurta, en effet, à l'orée des années 1980, aux diktats de quelques marchands de livres, dont Planeta, qui se déclarèrent désireux de le publier mais en l'amputant, pour le faire entrer dans le format de ce genre de productions mémorielles, des souvenirs de l'auteur relatifs à son enfance, à son adolescence et à son vécu d'avant-guerre. Peirats, qui pouvait être très entêté, refusa obstinément de telles coupes, préférant de beaucoup une non-publication à une édition tronquée de ses *Mémoires*. C'est ainsi qu'il pria son représentant auprès desdits éditeurs, son ami l'historien et

¹ José Peirats, *La CNT en la Revolución española*, trois volumes, Toulouse, Éd. CNT, 1951-1953 ; rééd. Paris, Ruedo Ibérico, 1971. Il n'existe malheureusement pas de traduction française de cet ouvrage de référence obligée. En revanche, du même Peirats, on peut lire, en français, *Anarchistes espagnols : révolution de 1936 et luttes de toujours*, Toulouse, Repères-Silena, 1989. À propos de Peirats, nous renvoyons le lecteur à l'entretien publié dans le n° 25, janvier 2007, de notre bulletin, pp. 22-31, entretien repris dans *D'une Espagne rouge et noire*, Éditions libertaires, collection « À contretemps », 2009, où figure également un « Hommage à José Peirats », pp. 179-183.

sociologue uruguayen Carlos Rama, de décliner toute offre de ce genre. Pour lui, c'était tout ou rien. Faute d'éditeur digne de ce nom, ce ne fut donc rien. Dès lors, la seule trace que nous avons jusqu'à aujourd'hui de ces *Mémoires*, nous la devons à Peirats lui-même qui accepta, à la fin des années 1980 et à la demande de la barcelonaise revue *Anthropos*, d'en sélectionner quelques extraits, sélection qui parut, au lendemain de sa disparition, dans la collection « Anthologies thématiques » de ladite revue². Depuis, déposé par les soins de sa compagne, Gracia Ventura, à la Bibliothèque Arus de Barcelone, le manuscrit dormait sur les étagères de cette noble institution.

Excellente était donc la nouvelle que, vingt ans après la mort de Peirats, les historiens Susana Tavera García et Gerard Pedret Otero travaillaient à une édition de ses *Mémoires*. Hélas, au vu du résultat³, il faut bien convenir qu'on espérait – et comment ! – beaucoup mieux...

Pour éviter tout malentendu, précisons d'emblée, que nous n'avons pas l'intention de nous livrer, ici, à une recension des *Mémoires* de José Peirats. Pour ce faire, nous attendrons que paraisse, sous la plume de Chris Ealham⁴, sa biographie annoncée dont nous avons toute raison de penser qu'elle permettra, en parallèle de ces *Mémoires*, un examen sérieux et approfondi du parcours militant et de l'œuvre d'historien de l'auteur de *La CNT en la Revolución española*.

Pour le coup, et dans l'attente de jours meilleurs, il est plutôt question de nous intéresser à la manière dont cette édition tronquée des *Mémoires* de Peirats, prise en charge par le néo-mandarinate universitaire, en dénature les effets et la portée. Tronquée, disons-nous, parce que la version abrégée que nous en donnent Susana Tavera García et Gerard Pedret Otero contrevient, sur le fond, au désir réitéré de Peirats de n'autoriser la publication de ses *Mémoires* qu'à condition qu'ils ne fussent pas amputés, ce qui laisse à penser que, vivant, il aurait refusé d'avaliser ce projet comme il s'était opposé, contre l'avis même de certains de ses proches, aux velléités épuratoires manifestées par le petit monde éditorial des années 1980. Comme quoi les morts ont un avantage : on peut se passer de leur avis. Mais le pire, de la part des maîtres d'œuvre de cette très contestable entreprise éditoriale, est sans doute d'avoir confié à leur supérieur hiérarchique – Enric Ucelay-Da Cal – le soin de produire, en prologue d'ouvrage, une incroyable charge contre le personnage qu'il est censé présenter et les *Mémoires* qu'il est chargé d'introduire. Un peu comme si Joseph Vissarionovitch Djougachvili avait été invité à préfacer *Ma vie*, de Trostki, ou Léon Davidovitch Bronstein l'autobiographie de Makhno.

Professeur d'histoire contemporaine à l'université Pompeu Fabra de Barcelone, Ucelay-Da Cal est un spécialiste des nationalismes et, plus particulièrement, du nationalisme catalan. Mais, au-delà de ses domaines de compétence, ce fils de la diaspora républicaine versant *middle class*, né en 1948 et qui a fait ses études aux États-Unis – d'où il est sorti

² José Peirats Valls, *Una experiencia histórica del pensamiento libertario. Memorias y selección de artículos breves*, Barcelona, Anthropos, « Antologías temáticas », n° 18, janvier 1990, 160 p.

³ José Peirats Valls, *De mi paso por la vida (Memorias)*, sélection, édition et notes : Susana Tavera García et Gerard Pedret Otero, prologue : Enric Ucelay-Da Cal, Barcelona, Flor de Viento Ed, 2009, 784 p.

⁴ L'historien Chris Ealham s'est, notamment, occupé de l'édition anglaise du grand œuvre de Peirats, dont il est, avec Paul Sharkey, le traducteur – *The CNT in the Spanish Revolution*, trois volumes, Christie Books, Hastings. Il est, par ailleurs, l'auteur de l'excellent *La lucha por Barcelona. Clase, cultura y conflicto 1898-1937* – Madrid, Alianza Editorial, 2005 –, ouvrage recensé dans le n° 25, janvier 2007, d'*À contretemps*, p. 14.

diplômé de la prestigieuse Columbia University (New York) –, se pique aussi d'être un expert en histoire du mouvement ouvrier. Auteur prolifique⁵, Ucelay-Da Cal, en phase avec son époque, professe une conception objectiviste et raisonnable de l'histoire, qu'il veut désidéologisée et lavée de tout soupçon militant. Il est vrai que, politiquement, le maître historien, qui, comme nombre de ses collègues décorés de l'Alma Mater, a colonne ouverte dans la presse, n'a rien d'un excité. Ce serait plutôt un esthète du positionnement à dimension variable. L'important étant d'être toujours du côté du manche social-libéral, l'expert navigue, au gré des opportunités, entre les amis de José Montilla Aguilera, le « socialiste » président de la Généralité de la Catalogne, et ceux d'Artur Mas et de la Fundació Trías Fargas, ses opposants « droitiers »⁶ Cela dit, la seule ivresse qui transporte ce personnage, c'est d'être reconnu, à « gauche » comme à « droite, comme étant le suprême représentant de sa caste, l'historien par excellence, car Sa Suffisance Ucelay-Da Cal est surtout imbu de sa personne.

De l'autodidactisme à l'organicisme ou comment naît un « intellectuel organique »

On le sait, les historiens ont toujours éprouvé les plus vives difficultés à appréhender les singularités et l'éclectisme de l'anarchisme ouvrier. Comme si, *de facto*, ce monde-là ne pouvait qu'échapper aux grilles explicatives d'une discipline par trop classificatrice pour saisir le foisonnement de son imaginaire et la pluralité des pratiques culturelles et des modes d'action qui l'accompagnent. Longtemps marxistes, au sens académique s'entend, les plus éminents représentants de la discipline – ceux qui publient et dont on parle – ont, de surcroît, communément manifesté à l'égard de l'anarchisme ouvrier une condescendance très caractéristique de cette historiographie dominante. D'où l'accumulation de stéréotypes produits par l'Alma Mater sur un sujet que, manifestement, elle peine à tirer du lieu commun savamment répété et méthodiquement entretenu. Aujourd'hui encore, l'anarchisme reste, à ses yeux, l'expression d'un anachronisme, d'une passion destructrice, d'un idéalisme sans contenu et/ou d'un autodidactisme désuet. Inutile de préciser que cette incompréhension universitaire est évidemment une chance pour lui : il échappe ainsi à l'ordre discursif de l'histoire, celle qui marche au pas des fonctionnaires du savoir.

On ignore si Ucelay-Da Cal fut lui-même marxiste du temps d'une jeunesse vaguement contestataire que l'âge se serait chargé d'apaiser⁷, mais le titre même de son prologue – « José Peirats, l'autodidacte comme intellectuel organique » – fleure bon une ancienne influence gramscienne. Notons, cependant, que le concept d' « intellectuel

⁵ Citons, parmi ses ouvrages les plus connus, *La Catalunya populista* (1982) et *El imperialismo catalán* (2003). Sur le mouvement libertaire espagnol, sujet qu'il aborde généralement en duo avec Susana Tavera García – dont c'est, en principe, la spécialité –, nous citerons une étude, cosignée des deux : « Grupos de afinidad, disciplina bélica y periodismo libertario, 1936-1938 », *Historia contemporánea*, n° 9, 1993, pp. 167-192.

⁶ José Montilla Aguilera est l'actuel président du gouvernement autonome de la Catalogne, la Généralité. Membre du Parti socialiste catalan (PSC), il exerce cette fonction depuis 2008. Son principal opposant institutionnel de centre droit est le catalaniste Artur Mas, secrétaire général de Convergència Democràtica de Catalunya (CDC), qui fut l'homme lige de Jordi Pujol, inamovible président de la Généralité entre 1980 et 2003. La Fundació Trías Fargas – du nom de l'économiste libéral Ramón Trías i Fargas (1922-1989) – est une think tank locale à vocation culturelle. Émergeant à la Pompeu Fabra, qui dépend étroitement des largesses de la Généralité de Catalogne, on comprend qu'Ucelay-Da Cal ait plusieurs fers au feu. On ne sait jamais de quoi l'avenir sera fait.

⁷ Sur ce point, Ucelay-Da Cal se contente de signaler que le seul entretien qu'il eut, en 1986, avec Peirats, ne déclencha, de la part de l'anarchiste, aucun mouvement de sympathie à son égard. Pour lui, précise-t-il, « j'étais un produit du snobisme marxiste et académique » (p. 101). Comme quoi Peirats, à qui on ne la faisait pas, savait juger son homme au premier coup d'œil !

organique » – qui, au vrai sens du terme, s’applique aux intellectuels organiquement liés au pouvoir dominant, comme Ucelay-Da Cal – sert plus vulgairement, ici, à qualifier les autodidactes promus au statut d’intellectuel par leur appartenance à une organisation de masse, la CNT pour le cas. Sans insister sur la méthode consistant à détourner un concept précis pour l’appliquer à une situation qu’il ne recoupe en rien, il faut bien faire preuve d’une déficiente compréhension du rapport – très distant – que l’anarchisme ouvrier entretint avec l’intellectualité pour penser que le statut d’ « intellectuel organique » aurait pu exercer le moindre attrait sur des autodidactes libertaires plus soucieux d’être des « amants passionnés de la culture de soi-même » (Pelloutier) que des adeptes de la promotion sociale ou politique. Car c’est peu dire qu’ils pratiquèrent avec constance le « refus de parvenir » (Albert Thierry), qui fut une autre spécificité – et non des moindres – de l’anarchisme ouvrier et du syndicalisme révolutionnaire. En clair, leur manière d’être les situait à des années-lumière de l’univers mental d’Ucelay-Da Cal, cet intellectuel organique par excellence.

Pour l’historien, dont on ignorera volontairement les longues et pesantes banalités sur l’attachement des libertaires au livre et à la culture, Peirats serait donc le parfait exemple de l’autodidacte qui aurait réussi à devenir quelqu’un, c’est-à-dire à sortir de sa condition de travailleur manuel pour entrer dans celle, *organiquement* enviable, des travailleurs de la pensée. Et s’il y parvint – ou, pour le dire à la manière de l’historien, s’il fit carrière comme « intellectuel organique » –, c’est certes parce qu’il tira profit de ses qualités personnelles, mais surtout parce qu’il sut appréhender l’être profond, la nature secrète et le « ciment spirituel » (p. 62) du mouvement libertaire espagnol auquel il appartenait. Car, façonné et pris en main par des autodidactes, poursuit l’expert, celui-ci manifestait si peu de confiance en lui-même qu’il se fit le porte-parole constant d’un furieux « organicisme » (p. 62) favorisant la promotion des plus « entêtés » (p. 62) de ses membres, « sélectionnés par la lutte interne et le combat social » (p. 62). Sur ce terrain, conclut Ucelay-Da Cal, Peirats trouva donc sa place d’ « intellectuel organique » par excellence en devenant le théoricien de cet « organicisme », « métaphore obsessionnelle » (p. 62) servant à dissimuler le permanent amateurisme de l’organisation anarcho-syndicaliste. Et de conclure : cette position, fondée sur l’idée que la solidarité organisationnelle constituait le principal acquis de la CNT, il ne l’abandonna jamais, contrairement à ses penchants pour le « néo-nietzschéisme », l’ « optimisme révolutionnaire » et le « volontarisme » (p. 63).

Ici, il faut s’arrêter un instant sur l’approche méthodologique réitérative de l’honorable professeur, qui consiste à manier, dans un même mouvement, l’apparente louange et la vraie disqualification. Ainsi, l’autodidactisme est, simultanément, salué comme relevant d’une noble chose, mais favorisant un savoir boulimique et approximatif. « Au pays des analphabètes, ose ainsi écrire Ucelay-Da Cal, les autodidactes commandent » (p. 47), renvoyant, pour le coup, ces « self-made-intellectuals » (p. 51) à leur petite condition de théoriciens du pauvre que seul pouvait accueillir le mouvement libertaire espagnol, « milieu très hétéroclite et totalement dépourvu de solidité spéculative et analytique » (p. 51). Suant la condescendance, le reste est à l’avenant : de Francisco Ferrer, « ancien contrôleur des chemins de fer » (p. 50), il précise que son autodidactisme pédagogique servit surtout à dissimuler « son passé insurrectionnel républicain et ses initiatives terroristes » (p. 50) ; des pratiques de démocratie directe de la CNT, il retient qu’elles produisaient des comptes rendus de réunion abscons que seuls pouvaient comprendre les adeptes (forcément autodidactes) du langage « codé » ; d’un des premiers textes du jeune Peirats – *Lo que podría ser un cinema social* (1935) –, il moque « le style très caractéristique de l’autodidacte [qui a] bien fait ses devoirs » (p. 53)⁸. Et ainsi de suite... Page après page, Ucelay-Da Cal distille sa morgue de

⁸ Notons que la volonté de disqualification d’Ucelay-Da Cal est telle qu’il truffe systématiquement les citations de Peirats de « sic » persifleurs, doublés, à l’occasion, de commentaires vengeurs entre crochets, méthode qu’on ne savait pas en vigueur chez les historiens diplômés.

détenteur du seul savoir comptant à ses yeux, celui que confère la « formation académique » (p. 49). Au point que sa très haineuse charge doit d'abord être comprise pour ce qu'elle est : le plaidoyer *pro domo* d'un gradé de l'intelligentsia qui déteste voir les gueux s'aventurer sur ses plates-bandes. La suite de son réquisitoire le prouvera amplement.

L'ascension d'un Rastignac du pauvre

Vu par Ucelay-Da Cal, le parcours de Peirats s'apparente donc à l'ascension d'un Rastignac en espadrilles passé, en quelques années, de briquetier à journaliste à *Solidaridad Obrera*. Preuve, nous dit-il, qu'il avait eu l'intelligence de comprendre que le vrai centre de contrôle et de décision de cet « anti-parti mouvementiste » (p. 56) que fut, à l'entendre, la CNT, ne se situait pas tant, comme on l'a prétendu, du côté de la FAI, mais au cœur même de la maison mère, dans les murs de son organe historique, *Solidaridad Obrera*, dont « les fonctions de coordination outrepassaient les habituelles fonctions de la “presse de parti” » (p. 57). Convaincu d'avoir découvert la Lune, Ucelay-Da Cal insiste : c'est donc là qu'il fallait être pour compter parmi les plus sûrs « cadres dirigeants » (p. 56) d'un mouvement aspirant à représenter « le peuple travailleur dans son parfait ensemble » (p. 57). Quant à savoir au nom de quoi et à partir de quelles sources, il avance une telle hypothèse, il faudra repasser. Ucelay-Da Cal n'a rien à prouver, il assène. L'affaire est donc entendue : pour se hisser hors de la base et devenir un « intellectuel organique », nulle position n'était plus enviable que celle qui consistait à exercer son magistère au sein de *Solidaridad Obrera*. Pour lui, la CNT, c'est un peu comme une Alma Mater du pauvre, un monde impitoyable où la promotion des élites dépend de leur capacité à saisir les enjeux de pouvoir et à occuper *the right place*. Quitte à laisser quelques cadavres sur le chemin.

C'est ainsi, poursuit l'expert, que le parcours de Peirats fut « plus contradictoire et moins linéaire qu'il ne le laissa lui-même entendre » (p. 42). Et de détailler : opposé aux « trentistes » – dont la logique interne, affirme-t-il péremptoirement, débouchait forcément sur la constitution d'un parti syndicaliste (celui de Pestaña) –, il soutint les « pistoleros anarchistes » (p. 60) en faisant alliance, en 1931, avec « les “anarcho-bolcheviks”, partisans de Durruti et compagnie » (p. 59) avant de devenir, en 1933, avec le groupe faïste « Afinidad », auquel il appartenait, l'un des principaux contempteurs de « l'insurrectionnalisme “anarcho-bolchevik” » (p. 60). Ce qui ne fit pas de lui un modéré, instruit Ucelay-Da Cal, mais plutôt un radical *sui generis*, convaincu « qu'il valait mieux être seul que mal accompagné » (p. 61). À preuve : ses penchants épurateurs contre les « trentistes », mais aussi contre Francisco Tomás, condamné en 1934 par un « jury d'honneur » pour n'avoir pas tenu correctement son rang pendant l'insurrection de décembre 1933 à Hospitalet – le « fief » de Peirats, précise l'historien.

Il faut sans doute être diplômé de Columbia University pour écrire autant d'énormités sans craindre de mettre à mal sa réputation. Rappelons donc à Ucelay-da Cal que bien rares furent les « trentistes » qui adhérèrent à la logique d'Ángel Pestaña, dont le projet politique ne cadrerait pas avec l'inspiration première du « trentisme », directement héritée du très anti-politique syndicalisme d'action directe à la française, celui de la CGT des origines. Quant à parler d'alliances, même circonstancielle et provisoires, entre Peirats et García Oliver (plus que Durruti), il faut décidément n'avoir rien compris aux profondes divergences qui les opposèrent durablement, et que l'un et l'autre exprimèrent sans la moindre aménité. Tout anarchiste qu'il fût – et il l'était parfois de manière exagérément orthodoxe –, Peirats se sentait évidemment plus proche, sur le plan éthique, du syndicaliste Peiró que du politique García Oliver⁹. Enfin, faire de l'expulsion du très contestable et contesté Francisco Tomás

⁹ Ce qu'admet, d'ailleurs, Ucelay-Da Cal quand il note que Peirats éprouva beaucoup de plaisir à connaître personnellement Juan Peiró à l'occasion d'un meeting donné à Mataró, à l'été 1937, c'est-à-dire au moment le plus intense de la lutte interne entre « anti-collaborationnistes » et

Facundo – expulsion que Peirats relate en détail et sans aucune gêne dans ses *Mémoires* (pp. 237-238) – la preuve de sa vigueur punitive, est parfaitement déplacé, surtout quand on sait le rôle d'épurateur authentique que cet « expulsé » célèbre joua, comme responsable cénétiste de la police locale de Lérida, pendant la révolution espagnole.

Pour le reste, l'illustrissime Ucelay-Da Cal s'applique surtout à charger la mule. Au risque de sombrer dans l'approximation, le trivial, la diffamation ou le grotesque. Sous sa plume, on découvre ainsi que la FAI, qu'on ne savait pas si réceptive aux échos du monde extérieur, aurait subi la nette influence de Makhno – qualifié de « sponsor des thèses de ladite "Plate-forme" d'Archinoff » (p. 40). Ou encore qu'Emma Goldman, dont Peirats fut le biographe¹⁰, n'était, en réalité, et rien de moins, qu'une « acide cheftaine libertaire », une « insupportable combattante » et une « doctrinaire obsessionnelle » (p. 81). Ou encore que l'activisme anti-républicain des libertaires « offrit à la droite insurrectionnelle l'excuse qu'elle attendait pour se soulever » (p. 75), opinion qui diffère peu de celle des révisionnistes aux petits pieds du style Pío Moa, pour qui la Croisade nationale-catholique ne fut, en fait, qu'une réaction à la barbarie rouge. On peut lire, enfin, que « Durruti, García Oliver et leurs amis "anarcho-bolcheviks" » n'auraient finalement été inspirés que par le désir de faire « mieux » (p. 39) et plus fort que les communistes – dont la prégnance était, comme chacun sait, décisive dans l'Espagne des années 1930 (au mieux des estimations, 3 000 militants à la veille de la guerre civile). Et pour étayer sa trouvaille, un peu bancal sur le plan local, le très subtil analyste affirme, sans rire, que les anarchistes n'ont d'ailleurs fait que courir, partout, derrière les communistes : en lançant l'AIT après le Komintern, SIA après le Secours rouge et *L'ABC du communisme libertaire* de Berkman après *L'ABC du communisme* de Boukharine. Là, l'énormité est telle qu'on peut carrément se demander si le catalanissime professeur n'aurait pas une fâcheuse tendance à noyer son *orxata* dans le Moscatel. De toutes ces saillies, aussi foireuses que tordues, il ressort, en tout cas, que, pour le génie de la Pompeu Fabra, cet infrequentable anarchisme ne saurait être traité que par le mépris.

De la guerre à l'exil, l'homme du « double jeu »

Contrairement à sa tendance naturelle, Ucelay-Da Cal fait plutôt court sur les années de guerre de Peirats. Sa position, nous dit-il, aurait été celle d'un « irréductible » (p. 64) jouant, en permanence, « double jeu » (p. 69). Opposé à « ceux qui dominaient la FAI et contrôlaient les organes supérieurs de la CNT (mais pas nécessairement les fédérations locales) » (p. 68), Peirats n'eut d'autre alternative, précise-t-il, que de se replier sur des Jeunesses libertaires suffisamment « fragmentées » (p. 68) pour lui offrir un espace d'opposition à la ligne générale, espace qu'il occupa en prenant la direction de *Ruta*, son organe d'expression. Mais, laisse entendre l'historien, Peirats n'alla jamais au bout de sa logique d'opposant. Ni en Mai 37, ni quand on le pressentit comme secrétaire des Jeunesses libertaires. De même, son intégration, fin 1937, à l'état-major de la 119e brigade de la 26e division (ex-colonne Durruti), alors qu'il avait été l'un des plus ardents opposants à la militarisation des milices, relèverait, selon le fin limier de l'Université, de la même valse-hésitation.

« circonststantialistes ». « Les relations personnelles, indique-t-il, étaient toujours complexes et contradictoires dans la galaxie anarchiste » (p. 69), ce qui est finalement une manière de reconnaître qu'elles ne décalquaient pas forcément, comme chez les marxistes, les lignes de clivage politique interne.

¹⁰ José Peirats, *Emma Goldman, anarquista de ambos mundos*, Madrid, Campo Abierto, 1978 [rééd. : *Emma Goldman, una mujer en la tormenta del siglo*, Barcelona, Laia, 1983].

Une fois encore, Ucelay-Da Cal instruit à charge et sans jamais étayer aucune de ses hypothèses. Si Peirats, opposant déclaré à la participation de la CNT au gouvernement central, décida de consacrer ses forces à dénoncer cette ligne dans les colonnes de *Ruta*, c'est que le journal auquel il collaborait jusqu'alors – *Acracia*, de Lérida – venait d'être normalisé par les instances de la CNT. S'il n'accepta pas d'accéder à un poste de direction au sein des Jeunesses libertaires, c'est qu'il savait qu'elles allaient, elles aussi, être remises dans le droit chemin « collaborationniste ». S'il marqua sa différence, en Mai 37, avec Jaime Balius et les « Amis de Durruti », c'est qu'il se défiait de leur positionnement politique, jugé par trop bolchevisant. S'il décida de rejoindre, à l'automne, les rangs de la 26^e division, même militarisée, c'est qu'il pensait qu'à tout prendre, il s'y sentirait plus en accord avec sa conscience que dans une organisation en voie de totale mise au pas idéologique. Rien, donc, qui relève, dans ce parcours de minoritaire, d'un quelconque « double jeu », à moins de considérer que la seule solution, pour lui, eût été de se tirer une balle dans la tête.

Mais, comme avec Ucelay-Da Cal, le pire est toujours à venir, il prend, ici, la forme du coup de pied de l'âne – au sens propre comme au figuré : une fois la guerre finie, lâche-t-il, l'identification de Peirats « à la ligne vaincue lors des “Journées de Mai” » (p. 70) trouvera son débouché naturel dans son glissement vers un « anticommunisme viscéral » (p. 70), position que l'antifasciste et progressiste Ucelay-Da Cal juge « littéralement indéfendable » (p. 70) dès lors... que les armées allemandes envahirent l'URSS, le 22 juin 1941. À ce niveau de stupidité argumentaire, il ne reste plus qu'à baisser le rideau de fer.

Devant une telle accumulation de mauvaise foi, on se demande, plus d'une fois, à lire cette prose boursouflée, quelle mouche a pu bien piquer le grand homme pour se livrer à une telle entreprise de disqualification en prêtant si facilement, par bêtise, le flanc à la critique. Deux autres exemples en témoignent. Le premier : Peirats, nous dit-il, « eut de la chance » (p. 71) d'être envoyé au camp du Vernet (Ariège), ce qui ne manque pas de sel quand on sait, *primo*, que, vu que tous les combattants de l'ex-colonne Durruti y furent consignés, il ne pouvait pas aller ailleurs et, *secundo*, que Le Vernet était un camp répressif particulièrement réputé. Le second : de son exil aux Amériques (République dominicaine, Équateur, Panama et Venezuela), Ucelay retient que Peirats manifesta quelques relents « racistes » (p. 72) à l'égard des populations locales et, pour preuve, il cite un extrait d'un de ses livres¹¹ qui émet simplement l'opinion, somme toute défendable, que la capacité de résistance du Métis est infiniment supérieure, en milieu hostile, à celle de l'Européen. Autrement dit, même pas de quoi titiller le *politiquement correct* de notre très normative époque¹².

Feu sur l'usurpateur !

Pièce de bœuf d'un prologue qui visiblement n'a été écrit que dans ce but, les quelque trente pages qu'Ucelay-Da Cal consacre à pilonner l'œuvre maîtresse de Peirats constituent un parfait exemple de la haine (de caste) qui peut saisir un historien décoré quand la piétaille

¹¹ José Peirats, *Estampas del Exilio en América*, Paris, CNT, s. d. [1951], pp. 72-73.

¹² On précisera, pour l'anecdote, que le *politiquement correct* peut aussi avoir une variante *linguistique*. C'est ainsi qu'Ucelay-Da Cal note que « les coordinateurs de ce volume n'ont trouvé aucun texte [de Peirats] écrit en catalan » (p. 23), ce qui indiquerait qu'il aurait été en adéquation avec l'idéologie linguistique dominante de son époque : l'espagnolisme. La déduction est d'autant plus curieuse que Peirats, qui ne fit jamais mystère de sa détestation des nationalistes catalans, pratiquait couramment sa langue vernaculaire, y compris dans sa correspondance – déposée à l'IISG (Amsterdam). Quant au fait qu'il publia en castillan, comme la plupart des auteurs libertaires catalans de son temps, c'est tout simplement que cette langue véhiculaire assurait à ses écrits une plus large diffusion.

s'avise d'occuper son périmètre réservé. Devant un tel manque de goût, et comme le *rabassaire* armant son tromblon pour chasser le voleur de pommes, la seule méthode qu'il connaisse est de faire feu.

L'angle d'attaque choisi par l'historien de service comporte deux volets. Le premier, bourgeoisement classique, se veut un rappel aux sacro-saints principes de l'objectivité : parrainé et financé par la CNT à l'orée des années 1950, *La CNT en la Revolución española* ne pouvait être, nous dit l'expert, qu'une chronique – officielle ou, pour le moins, officieuse – des hauts faits de l'organisation confédérale. La cause est donc jugée au premier attendu du procureur Ucelay-Da Cal : en se prenant pour un historien, Peirats, qui ne pouvait prétendre qu'au titre de « chroniqueur » (p. 97), a usurpé un statut que personne ne lui avait octroyé. Second volet du réquisitoire : si les engagements contractés par Peirats auprès d'une organisation dont il était lui-même l'un des responsables l'empêchaient, par avance, de faire œuvre d'historien, son auto-institution comme historien était la bonne manière d'atteindre le seul objectif qui l'aurait motivé : accéder au premier cercle de l'excellence libertaire, celle que seule confère la reconnaissance intellectuelle. Dit par Ucelay-Da Cal, cela s'énonce ainsi : promu historien, l'« *organization man* » devient un « authentique intellectuel organique » (p. 78)¹³.

Là, il faut reconnaître au contempteur de Peirats une certaine habileté dans la perfidie car nul ne saurait contester que *La CNT en la Revolución española* fut, en effet, un livre de commande de la CNT pauvrement financé par ses militants. Mais, outre qu'on se demande bien qui d'autre que la CNT aurait pu l'éditer, le très sourcilleux Ucelay-Da Cal¹⁴ aurait dû rappeler, pour être tout à fait objectif, que l'acquiescement de Peirats à ce projet éditorial tenait au respect scrupuleux d'une seule condition : son étude ne devait faire l'objet d'aucune interférence « organique ». En ce sens, et contrairement à ce qu'induit Ucelay-Da Cal, il n'existe évidemment aucun point commun entre cette démarche et celle qui, entre 1967 et 1977, présida – sous contrôle d'une commission historiographique chapeautée par Dolores Ibárruri, dite *La Pasionaria* – à la publication, en quatre volumes, de *Guerra y revolución en España, 1936-1939*, l'histoire – réellement officielle, cette fois – du conflit espagnol vu par le PCE.

Vient ensuite, sous la plume acérée d'Ucelay-Da Cal, l'analyse d'un « succès » éditorial. Si *La CNT en la Revolución española* a trouvé sa place dans l'historiographie consacrée à la guerre d'Espagne, c'est, nous dit-il, que l'étude de Peirats aurait bénéficié d'une conjoncture politique favorable liée à « la disparition de Staline, en mars 1953 » et à la soudaine émergence de « révélations sur la brutalité de la dictature communiste » (p. 77). Encore heureux qu'il n'accuse pas Peirats d'avoir versé de l'arsenic dans la vodka du Petit Père. Puis, chevauchant la même ligne argumentaire, le génialissime analyste assène : dans ce

¹³ Ucelay-Da Cal va jusqu'à prétendre que l'acquisition de ce statut d'intellectuel eut pour premier effet avantageux pour Peirats de déclencher, en sa faveur, une campagne de solidarité de ses pairs en intellectualité – dont le « grand » Camus – quand il fut arrêté, à Lyon, en février 1951, en qualité de secrétaire de la CNT. Outre que cette campagne concernait, non seulement Peirats, mais aussi Pedro Mateu et José Pascual, qui n'étaient en rien des « intellectuels », elle ne fut que l'une des nombreuses manifestations de solidarité aux libertaires espagnols, dont Camus fut effectivement l'inlassable artisan – voir Freddy Gomez, « Fraternité des combats, fidélité des solitudes : Camus et *Solidaridad Obrera* », in Lou Marin, *Albert Camus et les libertaires*, Marseille, Égrégories Éditions, 2008, pp. 325-342. Qu'à cela ne tienne, pour le très objectif Ucelay-Da Cal, seule compte la chute, proprement ignoble, de son propos : « Les autorités françaises ont toujours été très sensibles à la littérature et, devenu auteur, un "terroriste" doit être protégé sur-le-champ » (p. 76).

¹⁴ Notons qu'Enric Ucelay-Da Cal, qui n'aime pas les livres de « commande » quand ils viennent de la CNT, a lui-même été sollicité, parrainé et financé par les institutions catalanes pour, au moins, deux de ses ouvrages : *Francesc Macià : una vida en imatges*, Barcelona, Departament de la Presidencia, 1984, et, avec Francesc i Llussà, *Macià i el seu temps*, Barcelona, Diputació, D. L., 1985.

contexte de méforme du communisme international, le « succès » du livre – et, par conséquent, le « triomphe intellectuel » (p. 77) de son auteur – tenait pour beaucoup à l'appropriation qu'opéra Peirats de l'ancienne rhétorique anti-stalinienne de tradition poumiste¹⁵, et particulièrement celle développée par Julián Gorkín – dont Ucelay-Da Cal souligne les liens avec le Congrès pour la liberté de la culture, « donc avec la CIA » (p. 80)¹⁶. Aux dires de l'historien, cette reprise thématique, maquillée de rouge et noir, aurait eu pour principal avantage de « rajeunir un édifice idéologico-explicatif [libertaire] en piteux état » (p. 84), mais aussi de ne pas avoir à creuser les contradictions internes d'un anarcho-syndicalisme très divisé sur la conduite de la guerre et/ou de la révolution. Dit d'une autre manière, « l'anti-communiste viscéral » Peirats et ses commanditaires avaient tout à gagner à reporter sur l'URSS et son appendice communiste local la responsabilité de la défaite.

Le « chroniqueur » et les historiens

Fidèle à cette dialectique où le (faux) compliment précède toujours la (vraie) calomnie, Ucelay-Da Cal reconnaît une qualité à Peirats – celle d'avoir su manier, à la marge, la critique du « collectif “organique” » auquel il appartenait (la CNT) –, mais c'est pour préciser aussitôt que, pour ce faire, il possédait, sur d'autres, l'indéniable avantage de n'avoir pas été, pendant la guerre civile, « un protagoniste de premier plan » (p. 89). De l'avoir été, poursuit-il cyniquement, il aurait dû se cantonner au rôle de simple témoin sans jamais accéder à la notoriété historiographique qui fut la sienne en devenant « le porte-parole du “libertarisme” face aux falsifications historicistes » (p. 88). Et le reste est à l'avenant. Nul doute, reconnaît l'historien, que *La CNT en la Revolución española* contribua à situer « l'historiographie militante libertaire au premier rang de la nouvelle production sur le conflit espagnol » (p. 90), celle qui éclôt à l'orée des années 1960, mais c'est pour préciser immédiatement que ce succès ne pouvait être que provisoire au vu de la copieuse production académique de qualité parue au cours de cette décennie. Et Ucelay-Da Cal, qui veut prouver qu'il sait de quoi il parle et surtout remettre l'intrus Peirats à sa juste place de petit chroniqueur, de noyer le lecteur sous une accumulation de références bibliographiques accompagnées de commentaires dont il ressort qu'il préfère, et de loin, Hugh Thomas à Burnett Bolloten et au duo Broué-Témime, mais surtout qu'il voue beaucoup d'admiration, ce qui est rare dans son cas, à Gabriel Jackson, mandarin notoire qu'un certain Noam Chomsky éreinta en son temps¹⁷.

¹⁵ Fonds thématique auquel Ucelay-Da Cal rattache George Orwell, « fin styliste », mais « “socialiste révolutionnaire” égaré » (p. 83).

¹⁶ Rappelons, à toutes fins utiles, ce que ne fait pas Ucelay-Da Cal, que, à l'époque où Julián Gorkín [Julián Gómez García (1901-1987)] travaillait, comme beaucoup d'autres militants internationalistes antistaliniens, pour l'une ou l'autre des nombreuses publications du Congrès pour la liberté de la culture – *Cuadernos*, pour le cas –, les activités du Congrès étaient, pensait-on, financées par des fondations culturelles américaines. La participation – occulte – de la CIA à ce financement ne fut révélée qu'au cours des années 1970.

¹⁷ Hugh Thomas, *The Spanish Civil War*, 1961 ; Burnett Bolloten, *The Grand Camouflage*, 1961 ; Pierre Broué et Émile Témime, *La Guerre civile et la révolution en Espagne*, 1961 ; Gabriel Jackson, *The Spanish Republic and the Civil War*, 1965 ; Noam Chomsky, « Objectivity and Liberal Scholarship », in : *American Power and the New Mandarins*, 1969. [Ce texte, remarquable, de Chomsky, vient d'être réédité par les Éditions Agone (Marseille) : Noam Chomsky, *Raison et liberté. Sur la nature humaine, l'éducation et le rôle des intellectuels*, « Les intellectuels de gauche et l'objectivité », pp. 95 à 177.] Notons, par ailleurs, que, sous la plume nuancée d'Ucelay-Da Cal, Bolloten devient un « obsédé » (p. 93) de l'anti-communisme, Broué et Témime des spécialistes de « la narration trouble » (p. 94) et Noam Chomsky un démagogue « à la courte vue » (p. 94). En plus

Pour Ucelay-Da Cal, c'est précisément la charge de Chomsky contre Jackson qui sauva Peirats de l'oubli où auraient dû le plonger les nouveaux travaux historiographiques, notamment ceux de Jackson¹⁸. « Quelle jouissance, écrit-il, ce dut être pour Peirats que de lire Chomsky [...], cette éminence scientifique maîtrisant avec aisance toutes les exigences de la *belle manière* académique » et dont la prose laissait accroire, *in fine*, que « l'autodidacte Peirats avait entièrement raison » (p. 95). *A contrario*, on peut imaginer quel dut être l'agacement du pas encore diplômé Ucelay-Da Cal à la lecture, en 1969, des percutantes analyses chomskiennes sur la « subordination contre-révolutionnaire » du mandarinat stalino-libéral¹⁹... La preuve : alors qu'il en est désormais devenu l'une des figures de proue, il ne les a toujours pas digérées.

Mais il y a davantage : si la critique chomskienne contrarie à ce point le professeur Ucelay-Da Cal, c'est qu'il demeure impardonnable, à ses yeux, que, de l'intérieur de l'élite telle qu'il la conçoit, on puisse se faire, comme ce « linguiste excessivement idéologisé » (p. 94), le chantre de la piétaille. Au point qu'il y verrait presque, le bougre, une figure de la trahison. Dans la conception de l'histoire que se fait Ucelay-Da-Cal (mais probablement aussi dans sa conception du monde), toute chose, en effet, doit avoir sa place, et la canaille son arrière-cour. Si Peirats avait le droit d'écrire un livre (pour être néo-mandarin, on n'en est pas moins libéral), il n'avait pas, clame le préfacier, celui de prétendre jouer dans la cour des grands, celle qu'Ucelay-Da Cal, pénétré de sa grandeur, arpente quotidiennement sans risque d'y croiser d'autres prolétaires que ceux qui la balayent. L'histoire, écrit-il sans rire, appartient à ceux qui ont la *belle manière*, c'est-à-dire, à l'entendre, ce subtil mélange de savoir et de style que seul conférerait l'appartenance au monde de l'élite académique. Si le ridicule tuait, nul doute qu'Ucelay-Da Cal serait déjà mort et que son cénotaphe, dûment entretenu par le petit personnel de la Généralité et de la Pompeu Fabra, serait devenu un haut lieu de pèlerinage de la boursoufflure post-moderne.

On ose imaginer que la défense grotesquement corporatiste de l'histoire académique à laquelle se livre Ucelay-Da Cal a dû gêner aux entournures quelques-uns de ses collègues – et peut-être même Susana Tavera García et Gerard Pedret Otero, promoteurs de cette édition –, mais il faut croire que, dans les coursives de l'Alma Mater, quand il s'agit de se démarquer d'un pont, on se contente de chuchoter, comme dans celles du Vatican quand prolifère la pédophilie apostolique. Car personne, à notre connaissance, pas même sur les marges de l'Université, n'a osé dire à Ucelay-Da Cal qu'à trop défendre ses pairs, on allait finir par croire qu'ils étaient sinon coupables, du moins suspects²⁰. Il faut croire que, chez ces gens-là,

des auteurs référencés, Ucelay-Da Cal cite, pêle-mêle, les œuvres de Stanley G. Paine, de Grandizo Munis (Manuel Fernández Grandizo) et de Carlos Rama – jugé trop « académique », ce qui est un comble venant de lui, mais surtout trop sympathisant des libertaires.

¹⁸ Pour ce qu'il en est plus précisément de l'anarchisme espagnol, Ucelay-Da Cal indique que la publication, en 1973, du livre de John S. Brademas – *Anarcosindicalismo y revolución en España (1930-1937)* – aurait marqué la naissance d'un mouvement de ré-appropriation de cette thématique, abandonnée jusqu'alors à « d'amateurs historiens militants », par de « jeunes historiens académiques » (pp. 103-104). Hormis le fait que l'académique historien Brademas préféra faire carrière – comme représentant du Parti démocrate – dans la politique plutôt que dans l'histoire, c'est oublier, d'une part, que la vague post-68 eut quelques effets sur cette redécouverte universitaire de l'anarchisme et que, d'autre part, elle n'induisit pas une coupure aussi nette que le prétend Ucelay-Da Cal entre histoire « académique » et histoire « militante », l'une alimentant souvent l'autre, et vice versa.

¹⁹ Sur le sujet, nous renvoyons le lecteur à l'article de José Fergo, publié dans le n° 32, octobre 2008, d'*À contretemps*, pp. 8 à 10 : « Mai 37 et l'Alma Mater : du néo-mandarinat stalino-libéral ».

²⁰ Ucelay-Da Cal, qui ne recule devant rien quand il s'agit de défendre l'honneur de sa corporation, va jusqu'à la laver, en bloc, de tout soupçon dans l'adhésion au dispositif idéologique, toujours opérant, mis en place par la transition démocratique. À l'entendre, en effet, « l'historiographie académique, professionnelle, universitaire » (p. 103) aurait alors pleinement joué son rôle de défricheuse de vérité

l'esprit de corps est exactement proportionnel à la panique qui les saisit quand, de dire simplement ce qu'ils pensent, leur petite carrière risquerait d'être compromise. Car on sait qu'Ucelay-Da Cal passe, auprès de quelques experts universitaires en anarchisme, pour un jean-foutre ou un cynique. Reste qu'on le tait, et c'est sûrement parce que le bonhomme compte. Il fut un temps où, même à Columbia University, cela s'appelait le pouvoir mandarinal²¹.

Cela dit, et pour en revenir aux jugements portés sur l'auteur de *La CNT en la revolución española*, il n'est pas inutile de préciser que la corporation des historiens ne manifesta pas, loin s'en faut, les mêmes préventions ou réticences qu'Ucelay-Da Cal quant à la qualité historique de ses travaux. C'est ainsi que, dans les années 1980, Julio Arostegui, autre pointure de l'historiographie contemporaine, sollicite Peirats afin qu'il intégrât, au vu de « ses mérites scientifiques », la Société d'études sur la guerre civile et le franquisme (SEGUEF). De la même façon et à la même époque, la Radio-Télévision espagnole (RTVE) invita Peirats à faire partie d'un comité d'experts chargé de juger de la rigueur scientifique d'une série de documentaires sur la guerre civile qu'elle avait l'intention de diffuser sur ses chaînes, proposition qui ne fut contestée ni par Paul Preston ni par les nombreux universitaires décorés qui y adhèrent.

Précisions finales

Pour être juste, on notera, cependant, qu'Ucelay-Da Cal ne voue pas la même détestation à tous les libertaires. Ainsi, César M. Lorenzo, dont la thèse est l'exact contraire de celle de Peirats, se voit décerné un coup de chapeau pour son « ouvrage très travaillé » (p. 96)²². Le compliment, il est vrai, sert surtout à reprocher à Peirats d'avoir ignoré le travail de Lorenzo lors de la réédition, en 1971, chez Ruedo Ibérico, de *La CNT en la Revolución española*, argument pour le moins spécieux quand on sait, d'une part, que Peirats rédigea l'introduction de cette réédition en 1969, année de parution de l'ouvrage de Lorenzo, et que, d'autre part, il n'hésita pas en à dire, ailleurs, tout le mal qu'il en pensait²³. En fait, à l'anarchisme de la canaille, Ucelay-Da Cal préfère, ce qui est son droit, l'anarchisme de gouvernement, ligne que défendit Horacio M. Prieto, dont Lorenzo s'est fait, depuis quarante ans, le constant laudateur. De même, Ucelay-Da Cal juge les Mémoires du très politique García Oliver²⁴ infiniment supérieurs à ceux du très anti-politique Peirats, ce que, là encore,

en opposant son infinie rigueur à une diarrhée production de témoignages militants, dont l'accumulation, dit-il, a fini par saturer le marché mémoriel. C'est, bien sûr, oublier que les professionnels les plus en vue de l'Alma Mater s'en tinrent globalement, en ces temps de transition, à la mission démocratique qui leur fut impartie par l'idéologie dominante à laquelle ils adhéraient : ramener l'histoire de la guerre civile à un conflit classique entre fascisme et démocratie en édulcorant sa dimension sociale de guerre de classes. Sur le sujet, je me permets de renvoyer le lecteur à mon article : « Guerre civile : les soubresauts d'une histoire sans fin », *À contretemps*, n° 25, pp. 3-6.

²¹ Autrement inexplicable, en revanche, est le lourd silence que la presse libertaire espagnole garda, dans son ensemble, sur ce scandaleux prologue. Deux hypothèses s'imposent : soit les anarchistes d'Espagne ne lisent plus, ce qui indiquerait qu'ils sont en phase avec leur époque ; soit ils ont définitivement baissé la garde, ce qui prouverait qu'Ucelay-Da Cal a raison de leur cracher dessus.

²² César M. Lorenzo, *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, Les Éditions libertaires, 2006. Le lecteur se reportera à la recension que José Fergo a donnée de ce livre dans le n° 25, d'*À contretemps*, janvier 2007 : « De la guerre sociale à la guerre civile, trajectoires et mutations de l'anarchisme espagnol », pp. 7 à 9.

²³ José Peirats, « Los anarquistas y el poder », *Frente Libertario*, n° 1, septembre 1970.

²⁴ À propos des Mémoires de Juan García Oliver, *El Eco de los pasos*, on notera qu'Ucelay-Da Cal laisse élégamment penser que son éditeur José Martínez Guerricabeitia, qui fut aussi celui de Peirats,

on peut aisément admettre. Sauf que, dans un cas comme dans l'autre, les compliments qu'Ucelay-Da Cal adresse à Lorenzo et à García Oliver ont une seule et unique fonction : discréditer l'auteur dont il est chargé de présenter les *Mémoires*. Pour le reste, peu importe Lorenzo, García Oliver ou Peirats, car ce qui compte, pour Ucelay-Da Cal, c'est que, contrairement aux espérances conjuguées de ces trois auteurs, l'anarchisme ouvrier ait définitivement sombré, aux premiers balbutiements de ladite transition démocratique, dans « l'auto-parodie » (p. 108) et que la CNT n'ait plus relevé la tête.

Là où il aurait pu s'en tenir à un simple constat, ce glissement vers le néant prend, sous la prolifique plume d'Ucelay-Da Cal, des allures authentiquement orgiaques. On retiendra donc que, pour lui, les causes de cette autodestruction en vol seraient multiples : le discrédit provoqué par une supposée alliance financière de la CNT et du catalaniste Jordi Pujol pour contrer les communistes ; l'investissement de la maison mère par des hordes de « jeunes chevelus » (p. 109) enlacées à leurs « amies féministes » (p. 109) ; le « psychédéisme » (p. 109) triomphant lors d'une « Semaine libertaire » de Barcelone où, en juillet 1977, le parc Güell prit des allures de « Woodstock catalan » (p. 110) ; la progressive montée en puissance du « *homintern* » (p. 110), c'est-à-dire de l'homosexualité militante incarnée par le travesti Ocaña²⁵ ; et, occasionnellement, « avec ou sans provocation policière » (p. 108), l'affaire Scala²⁶. Le fait est, ajoute l'histrionique observateur de cette jouissive décomposition, que Peirats, qui « était l'homme d'une autre époque » (p. 111), ne pouvait pas se reconnaître dans cette CNT *new style* et préféra, comme García Oliver, s'en « auto-exclure » (p. 109). Cette façon de ne retenir que les aspects les plus spectaculaires d'une époque qui vit, effectivement, la CNT, reconstruite en un temps record, perdre, en cinq années, l'essentiel de ses forces dans des luttes intestines, résume assez bien l'approche essentiellement disqualifiante d'Ucelay-Da Cal. Car, aussi durs fussent-ils, les débats qui l'agitèrent méritaient un autre traitement que celui, caricatural, qu'il leur donne. Et ce d'autant que, contrairement à ce qu'il indique, Peirats ne s'en exclut pas. Bien au contraire, il les suivit et y participa, du moins jusqu'à la rupture de 1979, date à laquelle il décida, en effet, de prendre du champ. Ramener les termes d'un débat où s'affrontèrent plusieurs visions de la CNT – syndicaliste *stricto sensu*, anarcho-syndicaliste, anarchiste et mouvementiste, pour faire court – à sa seule dimension générationnelle, c'est, *in fine*, faire preuve d'une évidente incapacité intellectuelle à saisir autre chose que l'écume des événements. Quant à rappeler les termes du consensus qui unifia, en ces temps de transaction, la gauche institutionnelle – politique et syndicale –, les post-franquistes et les représentants du capital pour anéantir toute perspective de développement d'un pôle radical de contestation du système, Ucelay-Da Cal s'en garde bien. Mieux vaut, en effet, faire passer la CNT pour une maison de fous – ce qu'elle était aussi – que d'examiner, en historien, les multiples connivences qui contribuèrent, y compris en son sein, à la marginaliser.

aurait misé sur cet ouvrage pour « lancer » Ruedo Ibérico sur le marché espagnol après la mort de Franco. Et, crapoteux à souhait, il ajoute : « Il n'en fut pas ainsi, et d'aucuns assurent que Martínez ne serait pas mort de mort naturelle mais que, fort déprimé, il se serait suicidé » (p. 89). Déprimé, peut-être, mais par quoi ? Par le fait que le « García Oliver » ne fût pas un best-seller ou par le spectacle d'une époque où proliférait la médiocrité démocratique – et intellectuelle ? Sur Ruedo Ibérico et José Martínez, le lecteur se reportera au n° 3 d'*À contretemps*, juin 2001, qui leur est entièrement consacré.

²⁵ Le travesti José Pérez Ocaña (1947-1983), peintre naïf, fut un activiste de la cause homosexuelle qui acquit, en ces temps de destape et grâce au film de Ventura Pons, *Ocaña, retrato intermitente* (1978), une certaine notoriété.

²⁶ Le 15 janvier 1978, alors que la CNT avait appelé, à Barcelone, à une manifestation de masse contre le pacte de paix sociale, dit de La Moncloa, une bombe explosa au Théâtre Scala, attentat que la police attribua immédiatement aux anarchistes et qui eut pour principal effet de criminaliser aussi vite la CNT.

« Peirats a sans doute été un *intellectuel* capable de dépasser de beaucoup son autodidactisme, conclut l’auteur de ce prologue en forme de charge, mais il a finalement dû admettre que faible était, et est, en Espagne, la reconnaissance accordée aux “travailleurs de l’intellect”, pour ne pas parler du mépris où ils sont tenus » (p. 112). Derrière cette formule alambiquée, très significative de la petite prose d’Ucelay-Da Cal, il faut bien comprendre que ce « mépris » dont il affuble l’Espagne tout entière, c’est lui-même qui l’a manié quelque cent pages durant.

La question demeure donc entière : pourquoi Ucelay-Da Cal, qu’on suppose par ailleurs fort occupé à distiller son infinie science dans les lieux du savoir salarié, a-t-il consacré tant d’énergie à préfacer – et si longuement – l’œuvre autobiographique d’un personnage que, manifestement, il ne peut pas souffrir ? Ce qui demeure inédit, en effet, ce n’est pas tant la détestation du ponte – détestation à laquelle il aurait pu donner libre cours, sous forme de recension, dans l’une des nombreuses publications académiques auxquelles il collabore – que son acharnement à tuer un mort en ouverture d’un livre qui n’est pas signé de son nom, mais de celui de sa victime. En ce sens, il n’est pas exagéré de dire que ce parangon d’objectivité académique aura inventé une nouvelle méthode d’exécution intellectuelle, méthode d’autant moins risquée que, comme chacun sait, les morts n’ont pas le droit de réplique. C’est aussi pour cela que nous avons souhaité répondre à cette infamie.

Freddy Gomez